

#Eurochambres #Enquête économique #EES2023

Avis de tempête pour les entreprises en 2023

L'embellie des anticipations des entreprises à travers l'Europe pour l'année 2022, constatée l'année dernière à la même période, a fait place à une dégradation générale et marquée du climat des affaires. Les résultats de la 30^e édition de l'enquête économique d'Eurochambres, à laquelle ont pris part plus de 42.000 entreprises européennes issues de 25 pays, sont historiquement bas. Celles-ci sont confrontées à des chocs en cascade (suite à la crise sanitaire, l'invasion russe en Ukraine, l'envolée de l'inflation due principalement à la hausse des prix de l'énergie) dans un contexte mondial marqué par de fortes tensions géopolitiques et une incertitude renforcée. Tout comme à l'échelle du Luxembourg, l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières, le manque de main-d'œuvre et le coût du travail constituent les défis majeurs pour l'année à venir. Cette note présente les résultats de l'enquête économique d'Eurochambres (EES2023) parue le 16 novembre 2022 et met en exergue les caractéristiques du Grand-Duché.

Les résultats de la nouvelle édition de l'enquête économique d'Eurochambres pour 2023 sont marqués par le pessimisme. Mis à part les perspectives de ventes au niveau national qui demeurent en territoire positif (de peu), l'ensemble des projections déclinent drastiquement par rapport à l'édition précédente. Les perspectives de ventes à l'exportation, les anticipations en termes d'emploi, tout comme les investissements sont en chute libre pour l'année à venir. Par ailleurs, le niveau de confiance de entreprises pour 2023 est au plus bas, en-dessous de son niveau de la crise financière de 2008-2009 et de celui enregistré au plus fort de la crise du Covid-19. Si les entreprises luxembourgeoises se distinguent par des perspectives d'investissements moins dégradées, leur niveau de confiance est parmi les plus bas d'Europe.

Une année 2023 qui s'annonce particulièrement difficile pour les entreprises

Alors que les économies européennes n'étaient pas entièrement remises de la crise du Covid-19 et étaient déjà confrontées à une tendance haussière des prix de fait, notamment, de la reprise dynamique post-Covid, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a entraîné une explosion des prix de l'énergie et des matières premières. Cette nouvelle crise pèse sur la rentabilité des entreprises et le pouvoir d'achat des ménages, dans un climat d'incertitude renforcée. L'arrêt de chaînes de production dans le secteur de l'industrie, par exemple, lors de pics du prix de l'énergie, témoigne des difficultés rencontrées tant en termes de rentabilité que de compétitivité vis-à-vis d'autres régions du monde. Aux conséquences de la guerre en Ukraine s'ajoutent les effets du resserrement des politiques monétaires et des remontées successives des taux directeurs, sur la capacité des entreprises à investir. En outre, la dépréciation de l'euro face au dollar - de près de 15% depuis janvier 2022 - a un impact direct sur les entreprises importatrices de la Zone euro du fait du renchérissement des marchandises libellées en dollars. Par ailleurs, les confinements sévères en Chine, liés à la politique « Zéro Covid », désorganisent davantage les chaînes logistiques mondiales, impactant les échanges de marchandises. Les pressions, déjà croissantes sur le fret maritime international en 2021 se sont accentuées en 2022 et risquent de perdurer en 2023.

La Commission européenne, dans ses *Prévisions économiques d'automne 2022*, partage le pessimisme ambiant, anticipant une croissance dans la Zone euro de 0,3% en 2023 (contre 1,4% dans ses *Prévisions intermédiaires d'été*) et une inflation durablement élevée, de 6,1%. L'Union européenne (ci-après « UE ») est particulièrement exposée aux pressions inflationnistes du fait de sa proximité géographique avec la Russie et de sa forte dépendance aux hydrocarbures russes. En 2021, 40% des importations de gaz et 27% des importations de pétrole de l'UE provenaient de Russie (respectivement son premier et deuxième fournisseur). L'approvisionnement en gaz russe est aujourd'hui limité (9% des importations de l'UE) et il faut désormais se tourner vers d'autres pays producteurs tels que les Etats-Unis, la Norvège, l'Algérie ou encore le Qatar. Afin de pouvoir offrir un prix plus attractif que les autres régions intéressées, notamment l'Asie, et ainsi assurer la sécurité énergétique de l'Europe, tout en évitant la concurrence entre Européens, la Commission européenne a proposé de nouvelles mesures d'urgence pour contrer l'explosion des prix de l'énergie, dont la création d'un consortium d'entreprises de fourniture d'énergie à l'échelle de l'UE dans le but d'augmenter leur pouvoir de négociation. La procédure législative est en cours, mais les vingt-sept restent néanmoins divisés sur le principe de plafonnement du prix du gaz.

Un climat des affaires fortement dégradé pour 2023, malgré des situations contrastées selon les pays et les régions

Des perspectives prudentes concernant les ventes au niveau national pour 2023

Parmi les thèmes couverts par l'enquête, l'indicateur relatif aux ventes à l'échelle nationale est le seul en territoire positif. Néanmoins, si les entreprises interrogées anticipent une progression de leur chiffre d'affaires national pour 2023, celle-ci devrait être plus modeste qu'en 2022. Le recul de la demande du fait de la flambée inflationniste, de l'augmentation des prix de l'énergie et d'une politique monétaire plus restrictive devrait peser fortement sur le niveau de consommation et inciter les ménages à épargner davantage. La part des entreprises qui anticipent une baisse de leurs ventes est très élevée en Suède, Slovaquie et tout particulièrement en Lituanie, où plus d'une entreprise sur deux (52%) s'attend à une baisse de ses résultats. A l'inverse, plus de la moitié des entrepreneurs roumains, croates et portugais anticipent une embellie. Les entreprises luxembourgeoises se situent à mi-chemin, affichant une dégradation des anticipations par rapport aux projections pour 2022, mais également une proportion relativement inchangée d'entreprises qui tablent sur des résultats stables (48,7% pour 2022, 47,5% pour 2023).

Des ventes à l'exportation en chute libre

Si la reprise du commerce mondial en 2021 suite à l'assouplissement des règles sanitaires et aux vastes campagnes de vaccination augurait des performances en hausse pour 2022, les perspectives pour 2023 sont en-dessous de ce qu'elles étaient au plus fort de la crise de Covid-19. Les entreprises allemandes sont particulièrement inquiètes (40% d'entre elles tablent sur une baisse de leurs exportations pour 2023, comparés aux 12% qui anticipaient un recul pour 2022). Si les projections des entrepreneurs luxembourgeois sont moins alarmantes, 43% d'entre eux anticipant des performances stables sur les douze prochains mois, 29% seulement s'attendent à une hausse de leur chiffre d'affaires à l'exportation, comparé aux 51% pour 2022.

Des perspectives d'emploi dégradées

L'année 2023 s'annonce également très difficile pour ce qui est du marché du travail. Si l'emploi a été largement préservé durant la crise sanitaire via des mesures temporaires mises en place à l'échelle nationale et européenne, nombre d'entreprises s'interrogent aujourd'hui sur leur capacité à absorber le choc d'une probable récession et d'une pression haussière sur les salaires découlant d'une boucle « prix-salaire » difficile à contrer sans contrôle de l'inflation. Avec 34% des entreprises qui prédisent une baisse de leur niveau de recrutement (et seulement une entreprise sur deux qui table sur des perspectives inchangées), les entreprises lituaniennes affichent la plus grande inquiétude. Les entreprises françaises sont en grande majorité attentistes: pour 89% des sondées, la stabilité reste de mise. Au Luxembourg comme en Allemagne, la conjoncture actuelle ralentit effectivement les perspectives d'emploi. Toutefois, environ les deux tiers des dirigeants interrogés (67% pour l'Allemagne, 66% pour le Grand-Duché) visent un maintien de leurs effectifs en 2023.

Des investissements en recul

Ici également, les voyants sont au rouge, un grand nombre d'entreprises sondées préférant annuler ou reporter leurs investissements et privilégier les économies pour faire face à une croissance en berne et un accès plus difficile à l'emprunt. La priorité sera donc donnée à la nécessité de faire face aux défis à court terme, au détriment des investissements à moyen et long terme en faveur des transitions digitale et environnementale notamment. A nouveau, les Lituaniens affichent la plus forte détérioration de leurs anticipations, 42% des entrepreneurs tablant sur un recul de leurs investissements en 2023. A l'opposé, les entreprises portugaises et plus encore roumaines prévoient, pour plus de la moitié d'entre elles, d'augmenter leurs investissements au cours des douze prochains mois. Le Luxembourg, avec la France et l'Italie, constitue le top 3 des pays pour lesquels la stabilité en matière d'investissements est le maître mot. Au Luxembourg, c'est le cas pour plus de six entreprises sur dix. Les entreprises irlandaises, en revanche, affichent des perspectives d'investissements nettement plus dynamiques, près de 40% d'entre elles prévoyant une hausse de leurs investissements en 2023 (comparés aux 21%, 10% et 16% au Grand-Duché, en France et en Italie).

Une confiance au plus bas

L'amélioration des perspectives pour 2022 laisse place à une chute spectaculaire du niveau de confiance des entreprises européennes. Confrontées à de multiples chocs dans un climat volatile et incertain, le manque de visibilité ainsi que les pressions inflationnistes et l'explosion des prix de l'énergie affectent profondément le moral des entreprises à travers toute l'Europe. Cette tendance est particulièrement visible en Slovaquie, où 76% des entreprises projettent une baisse de confiance en 2023. C'est le cas également pour 62% des entreprises autrichiennes. Au Luxembourg, la confiance des dirigeants est généralement meilleure, quoiqu'en baisse par rapport à l'édition précédente. Ainsi, la proportion de répondants prévoyant une hausse de confiance pour l'année à venir recule de 25% à 8% des personnes interrogées.

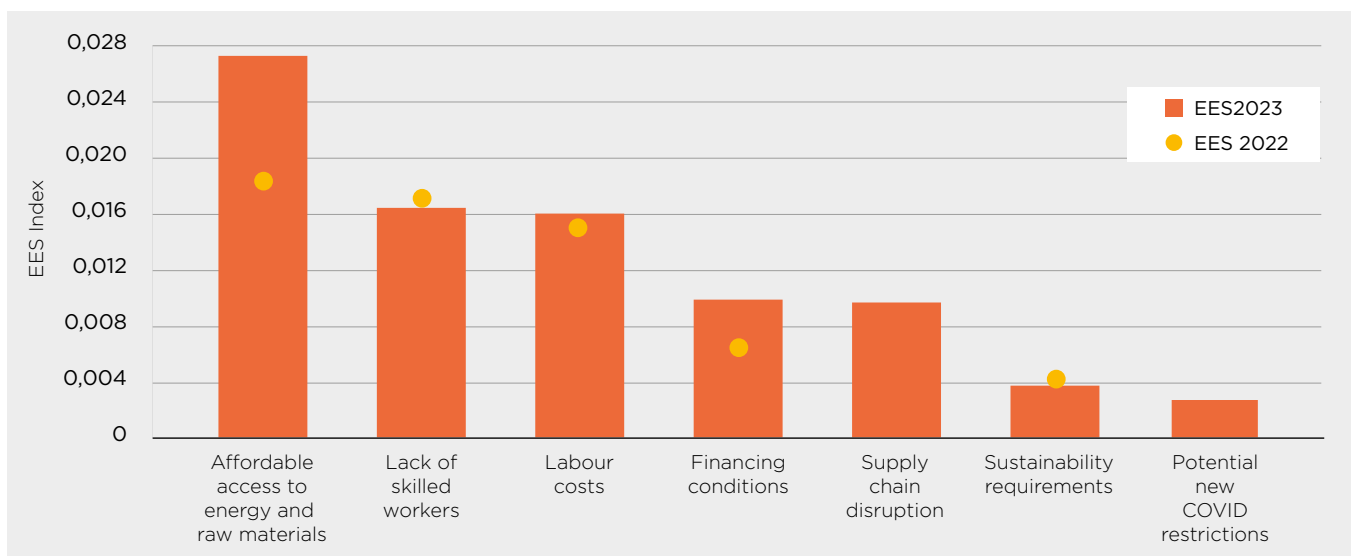
Les grands défis de 2023

Le top 3 des grands défis est identique à l'édition précédente, avec cependant une variation quant à leur degré d'intensité (cf. les deux graphiques ci-dessous). Sans surprise, l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières reste la préoccupation phare des entreprises, notamment d'Europe de l'Ouest et du Sud. Sur cet aspect, les dirigeants d'entreprises anticipent des mois à venir particulièrement difficiles. En deuxième position, le manque de main-d'œuvre qualifiée demeure un défi de taille, principalement pour les pays d'Europe de l'Ouest, dans un contexte de pénurie mondiale de talents, renforcée notamment par le vieillissement de la population des pays développés et les évolutions rapides des compétences recherchées par les employeurs. Le coût du travail - constitué des salaires et traitements versés aux salariés, et des cotisations sociales à charge de l'employeur - demeure également un sujet majeur car ayant des effets directs sur la compétitivité des entreprises et d'un pays. Les entreprises d'Europe centrale affichent la plus forte inquiétude sur ce sujet. Par ailleurs, les anticipations quant aux conditions financières (à savoir les taux d'intérêt, l'accès aux financements et les retards de paiement) se dégradent pour 2023 (par rapport à celles pour 2022), principalement dans le Sud de l'Europe. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les effets potentiels de nouvelles restrictions liées au Covid-19 (deux nouveaux défis rajoutés à l'enquête), ainsi que les exigences en matière environnementale ferment le classement.

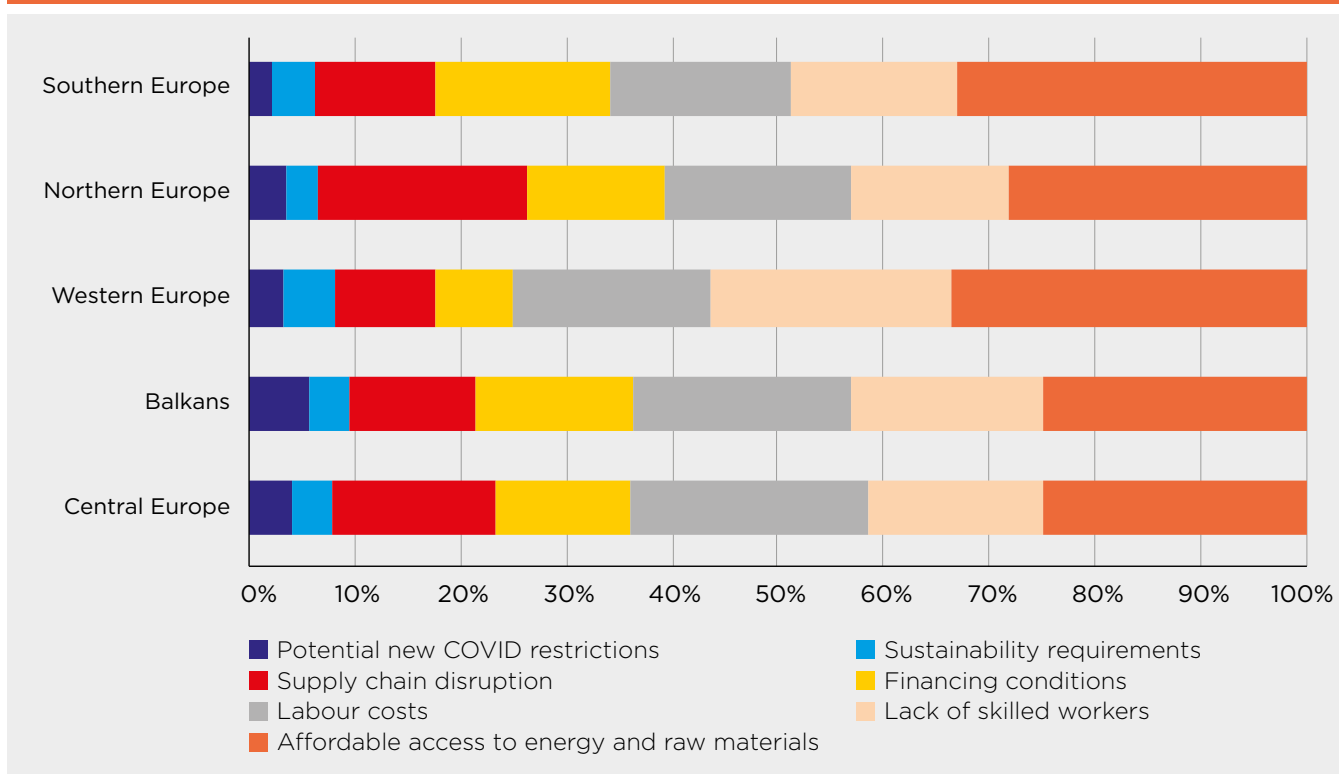
EES 2023 - DÉFIS DES ENTREPRISES DES 25 PAYS PARTICIPANTS

RÉPONSES À LA QUESTION :

« Nous prévoyons que le(s) défi(s) majeur(s) pour le développement économique de notre entreprise en 2023 sera/seront (3 réponses max.) » :



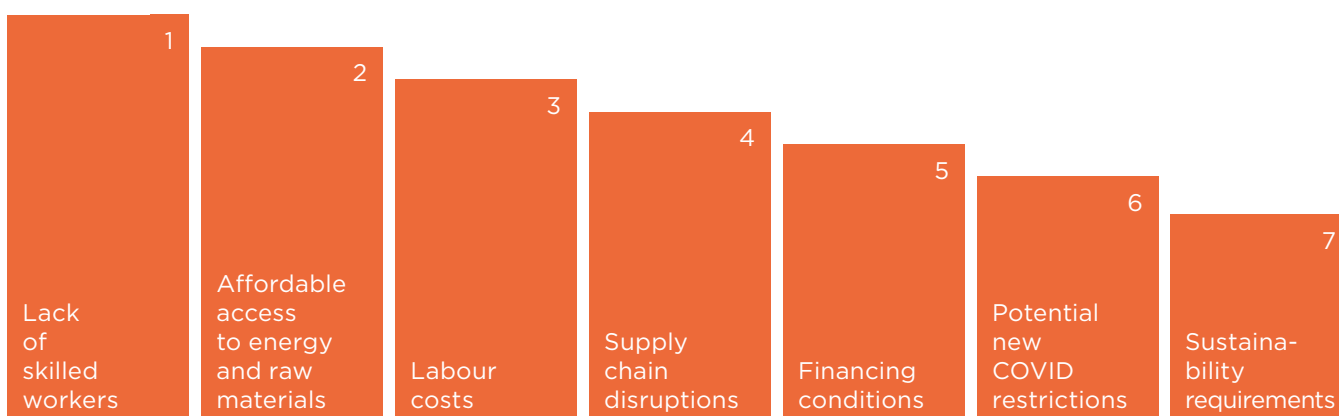
EES 2023 - DÉFIS DES ENTREPRISES PAR RÉGION



Source : EUROCHAMBRES

Au Grand-Duché, la première préoccupation des entreprises reste le manque de main-d'œuvre, dans l'ensemble des secteurs de l'économie et à tous les niveaux de qualification. Si le marché de l'emploi luxembourgeois demeure dynamique (l'emploi salarié a progressé de 41% entre 2010 et 2022), les entreprises ont de plus en plus de mal à trouver les profils dont elles ont besoin et que le Luxembourg, à lui seul, n'est pas en mesure de former. Ainsi, nombre d'employeurs repensent leur organisation interne afin de gagner en attractivité et étendent leur périmètre de recherche au-delà de la Grande Région, voire de l'Europe, dans un contexte de « guerre des talents » mondiale. En 2^e position, l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières est un sujet clé pour une petite économie qui importe plus de 90% de son énergie totale et 100% du gaz et du pétrole qu'elle consomme. Tout comme au niveau européen, le coût du travail est également une problématique récurrente, le Luxembourg affichant le deuxième coût horaire moyen du travail en 2021 parmi l'UE-27, derrière le Danemark (Voir l'Eco News Flash de septembre 2022/n°9, *Le coût du travail, (dés)avantage compétitif à venir*).

EES2023 - DÉFIS DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES EN 2023



Source : EUROCHAMBRES

Eurochambres, porte-parole des entreprises européennes, préconise :

1. L'instauration d'un cadre réglementaire apte à soutenir la compétitivité des entreprises européennes via notamment le relèvement du plafond des aides d'Etat pour soutenir les entreprises très dépendantes des ressources énergétiques, la mise en place de mesures fiscales en faveur des ménages et des entreprises face à l'explosion des prix de l'énergie et des matières premières, ainsi que l'assouplissement des conditions d'obtention de crédits.
2. L'adoption de mesures concrètes dans le cadre de l'*Année européenne des compétences* en 2023 pour répondre aux besoins du marché de l'emploi, axées sur le renforcement de l'apprentissage et de la formation professionnelle, la promotion de l'entrepreneuriat auprès des jeunes et la simplification des procédures administratives afin de faciliter l'attraction des talents internationaux.
3. La mise en place d'un mécanisme d'aide aux entreprises dans le but de faciliter l'accès à des énergies abordables et aux énergies renouvelables, la priorisation d'initiatives communes de l'ensemble des pays européens dans le cadre d'un marché européen de l'énergie, l'intensification de la coopération avec les pays tiers en matière d'économie renouvelable.
4. L'utilisation du marché unique comme levier de croissance pour les entreprises de tous secteurs et de toutes tailles. L'attention particulière à apporter au risque de surcharge des PME lié à la mise en place de normes et standards additionnels et au maintien de la compétitivité des entreprises européennes à l'international.
5. Le renforcement de la politique commerciale de l'UE, garante de relations commerciales équitables entre entreprises européennes et pays partenaires. La conclusion de nouveaux accords commerciaux avec des pays et régions amenés à se développer ainsi que la sécurisation de l'accès aux matières premières.

Auteure

Sidonie Paris
Affaires Economiques

Contact

sidonie.paris@cc.lu

Rapport complet :

[Enquête économique d'Eurochambres 2023](#)